

Désarmement à l'heure de la guerre sans arme...

Le désarmement n'est pas une fin en soi. Déjà parce qu'il ne s'applique jamais à toutes les armes, mais aussi parce qu'il ne suffit pas à annihiler la volonté d'agir par la violence, comme dernier recours si l'on pense que toutes les autres options sont ou seront inopérantes. Quel type de désarmement aurait pu empêcher les massacres au Rwanda (avril-juillet 1994) ? Aucun *a priori*, sachant que toute arme par destination aurait pu servir, même dans une société désarmée, pour effectuer des massacres de plus ou moins grande ampleur. Il n'en reste pas moins que les armes rendent la chose plus facile, aisée et létale.



Les actions de désarmement n'empêchent pas les massacres de masse, qui peuvent être malheureusement perpétrés autrement, mais la difficulté d'accès aux armes par le droit et la recherche permanente des filières clandestines contribuent à les limiter et à en identifier les facilitateurs.

Le désarmement a aussi des vertus morales, éthiques, politiques voire idéologiques. De ce point de vue, du simple sentiment d'humanité au pacifisme, la volonté de limiter la souffrance humaine passe par toutes les strates de la prise de conscience à la révolte, de la volonté de réglementer à celle de proscrire. Cependant, le désarmement, surtout partiel et ciblé, peut aussi correspondre à une volonté soit de consensus, maintien d'un *statu quo*, soit de faire un coup

politique à moindre frais. Dans le premier cas, l'interdiction d'une arme pouvant rééquilibrer voire inverser le rapport de force peut servir soit à conserver un modèle militaire et/ou social, bloquer une évolution jugée dangereuse de l'art et/ou de la culture de guerre, soit à conserver une situation d'hégémonie. Dans le second, il peut permettre de démontrer une bonne volonté, fausse ou avérée, de limiter les risques d'un conflit et surtout de n'en pas être l'instigateur.

© Pixabay

Contourner la puissance conventionnelle ou nucléaire pour atteindre ses objectifs politiques

La période actuelle n'est pas particulièrement favorable à une limitation, un contrôle, voire un véritable désarmement. La raison première est justement la volonté affichée de certains acteurs de remettre en cause le *statu quo*. Ainsi la Russie veut-elle regagner une place qu'elle a perdue à la suite de l'explosion du bloc soviétique. Tandis que la Chine affiche une volonté d'approcher la 1^{ère} place mondiale ou *a minima* de mettre fin à la prépondérance des États-Unis. D'autres acteurs agissent encore au niveau régional mais dans le cadre d'ambitions idéologiques beaucoup plus larges.

Tous ces acteurs ont appris, depuis des périodes plus ou moins reculées, à craindre la puissance conventionnelle occidentale soutenue par la menace d'un arsenal nucléaire largement suffisant pour annihiler un ou plusieurs États. Dès lors, des moyens et modes d'action ont été développés tout d'abord par les acteurs les plus faibles puis par tous, pour contourner la puissance conventionnelle ou nucléaire tout en gardant des capacités à atteindre les objectifs politiques visés, même s'ils ne sont limités.

Or, il apparaît clairement depuis quelques années que ces objectifs peuvent être maintenant atteints, y compris ceux qui peuvent être considérés comme spécifiquement militaires, sans plus faire appel à des moyens martiaux mais bien civils. C'est une stratégie réellement globale, holistique, qui est alors mise en œuvre, tirant parti de l'ensemble des possibilités offertes notamment par les nouvelles technologies de l'information et de la communication mais aussi à partir d'une analyse de l'ensemble des vulnérabilités techniques, économiques, sociales et politiques endogènes d'un adversaire, potentiel ou déclaré dans le cadre notamment d'un continuum paix – crise – guerre.

Dans cet ordre d'idée, le général Valeri Guerassimov, chef d'état-major des forces armées de la Fédération de Russie, indiquait dès 2013 dans le cadre d'un article considéré, à tort ou à raison, comme le fondateur d'une analyse

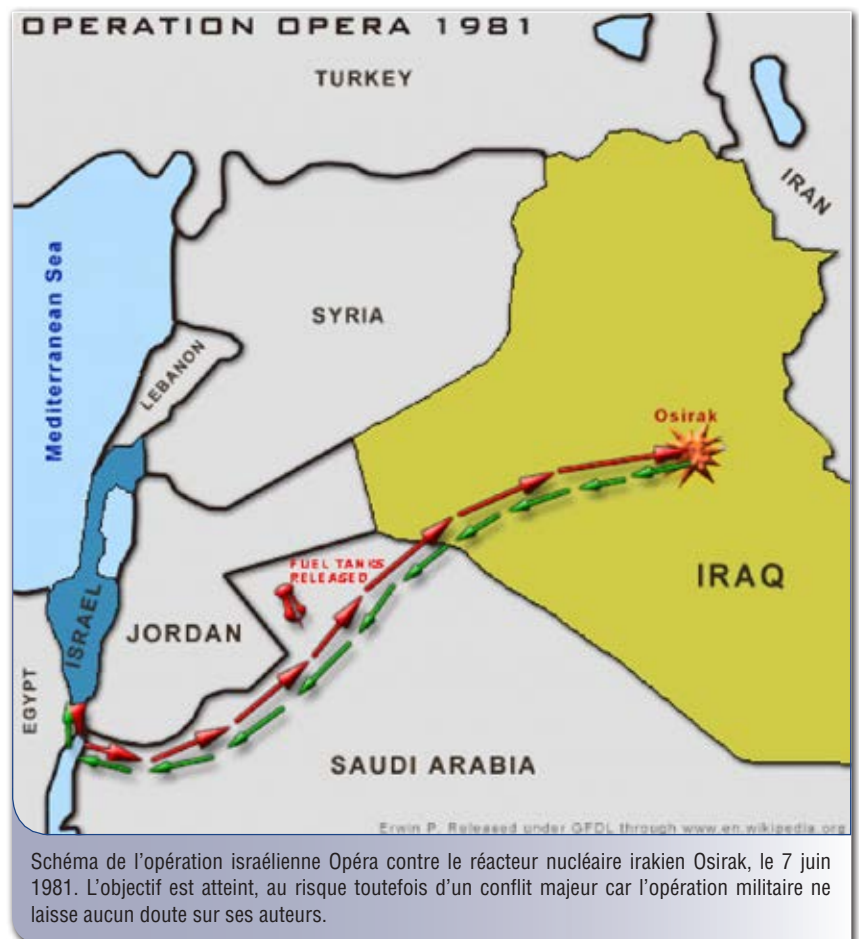


Schéma de l'opération israélienne Opéra contre le réacteur nucléaire irakien Osirak, le 7 juin 1981. L'objectif est atteint, au risque toutefois d'un conflit majeur car l'opération militaire ne laisse aucun doute sur ses auteurs.

de la stratégie russe et de la guerre hybride, que dès lors bon nombre d'effets militaires pouvaient être obtenus par des actions non militaires¹.

Certains commentateurs et penseurs russes vont jusqu'à considérer un bouleversement fondamental. Si auparavant, dans le cadre d'un conflit, on pouvait considérer que 80 % des actions ressortissaient du champ militaire et 20 % de domaines d'action civils, une proportion inversée de 20-80 % est proposée comme devant caractériser les guerres futures. C'est-à-dire que l'emploi, par exemple, de moyens offensifs cyber appliqués dans l'ensemble des champs, de la tactique au politique, pourraient être capables d'obtenir des effets qui auraient été attendus auparavant d'actions de coercition, voire cinétique, appliquées par des forces et des moyens militaires comme des bombardements de précision, actions de drones, action de forces spéciales, voire actions majeures des forces.

¹ : Cf. Défense n° 188, Sept-Oct 2017.



© Wikimedia Commons/Hamed Saberi

Défenses aériennes du site nucléaire de Natanz en Iran, en 2006. A la différence de l'opération contre Osirak (page précédente), le ver informatique Stuxnet aurait eu pour objectif de provoquer le dysfonctionnement de centrifugeuses d'enrichissement d'uranium. Un moyen non strictement militaire et anonyme mais plus difficilement contrôlable.

Atteindre les mêmes objectifs avec moins de moyens militaires

Les exemples de deux opérations conduites par les Israéliens entre 1981 et 2009 sont très parlants à cet égard. La première est dirigée contre l'Irak, la seconde contre l'Iran mais toutes deux ont des installations nucléaires pour objectif. L'opération Opéra se déroule le 7 juin 1981. En 1976, l'Irak avait acheté Osirak, un réacteur nucléaire de technologie française. Les Israéliens suspectent l'Irak de vouloir l'utiliser dans le cadre d'un programme d'armement. Une attaque aérienne est décidée et est lancée contre le réacteur nucléaire qui est situé au sud-est de Bagdad. Le raid est composé de 8 F-16 escortés par 6 F-15 qui décollent de la base aérienne d'Etzion pour un vol de 1 600 km passant par le sud de la Jordanie puis le long de la frontière de l'Arabie saoudite avant d'atteindre l'espace aérien irakien. L'installation est défendue par un ensemble des missiles de courte et moyenne portées et des canons anti-aériens. Les F-16 réussissent à atteindre l'objectif sans que l'escorte n'ait eu à agir contre une réponse aérienne. Onze personnes sont tuées, dont un ingénieur français, malgré le fait que les Israéliens aient choisi un dimanche pour limiter les pertes et aussi frapper avant que le réacteur soit chargé de son combustible nucléaire. L'objectif est atteint mais au risque d'un conflit majeur, ici évité notamment grâce à

l'action internationale. Il n'y a, par-contre, aucun doute possible quant à l'origine et aux auteurs de l'opération.

Une vingtaine d'année plus tard, une opération poursuivant des objectifs semblables est mise en œuvre cette fois-ci contre l'Iran. Si les effets attendus sont du même ordre, mettre hors de service des installations industrielles sur les sites de Natanz et de Bouchehr, considérées comme pouvant ouvrir la voie à un armement nucléaire, les moyens employés sont totalement différents. Découvert en 2010 par des professionnels de la sécurité informatique, le ver informatique *Stuxnet* attaque les systèmes de contrôle et de commande informatiques utilisés notamment par des automates industriels. Or des automates développés par la société allemande Siemens équipent tant des centrales hydro-électriques ou nucléaires que des installations de distribution d'eau ou des oléoducs. Le reste des éléments connus sur ce programme informatique sont le plus souvent à prendre au conditionnel, compte tenu des moyens employés et de la difficulté induite d'attribuer les objets et les intentions. Le ver informatique aurait été conçu par la NSA en collaboration avec une unité du renseignement militaire israélien. Son objectif précis aurait été de provoquer le dysfonctionnement de centrifugeuses d'enrichissement d'uranium, phase industrielle préalable à la construction d'une arme de destruction massive. Dans ce cas, il s'agirait d'une première, au moins détectée et constatée, d'utilisation d'une « arme » cyber contre une installation industrielle majeure d'une puissance adverse. L'avantage de la relative efficacité de ce moyen et surtout la difficulté d'en attribuer ensuite l'origine et l'emploi est néanmoins contrebalancée par le peu de contrôle que l'on peut avoir de ses effets dans le temps et l'espace. En effet, *Stuxnet* aurait « infecté » plus de 45 000 systèmes informatiques dont les 2/3 seulement en Iran. En effet, le ver serait répandu à partir d'un ordinateur infecté de l'usine de Natanz. Une fois l'ordinateur connecté à Internet, le ver s'est répandu sur Internet en affectant les systèmes informatiques de nombreux pays. Les 15 000 autres cas « d'infection » auraient donc touché des systèmes industriels situés en Allemagne, en France, en Inde et en Indonésie...

On le voit à travers ces deux exemples, une action non-cinétique, pas forcément conduite par des militaires au sens strict du terme, peut obtenir des résultats attendus en d'autres temps par des moyens militaires cinétiques. Les conceptions de Guerassimov, ainsi que d'autres stratégestes de nombreux pays s'en trouvent affirmées. Bien entendu, les limites de ces nouveaux modes d'action doivent être prises en compte, notamment les difficultés d'observation des résultats et de limitation des effets en particulier lorsqu'il s'agit de cyber.

Contournement de la puissance et des limitations de la puissance

Historiquement, une autre arme avait des caractéristiques négatives assez comparables : les gaz. Dans l'Entre-deux-guerres, une véritable hantise porte sur le risque d'une guerre aérochimique qui, en fin de compte étant donné les risques et l'incertitude des résultats, ne fut pas mise en œuvre. Connaissant l'ensemble des armements développés pendant cette période et la conduite de certains belligérants, il n'est pas douteux que les considérations morales ont peu à faire avec cette décision. C'est plutôt l'impossibilité de déterminer les résultats et les conséquences d'un tel emploi qui s'est opposée à une guerre chimique massive.

Cela ouvre la question de l'importance relative des politiques de contrôle des armements et de désarmement. Politiquement, éthiquement et moralement, il n'est absolument pas douteux que limiter les arsenaux en particulier d'armes de destruction massive ou ayant des effets à longs termes comme les mines ou les sous-munitions est plus que souhaitable. Cela ne suffit pas pour autant à être certain que la volonté d'agir n'existe plus chez tous les belligérants potentiels. D'autant que les moyens de contournement de la force existent et se développent depuis surtout, d'une part, l'apparition de l'arme nucléaire, et d'autre part, l'affirmation de la supériorité matérielle et technologique des puissances occidentales. Tant les acteurs non-étatiques que les puissances, soit régionales, soit ayant l'ambition de modifier le *statu quo ante*, ont les moyens et la volonté d'employer ces moyens.

Cela ne contourne de fait pas seulement la puissance mais aussi les instruments de limitation de la puissance militaire. De fait, c'est aussi la limite entre paix et guerre, entre moyens civils et outils militaires, qui s'estompe, voire disparaît. C'est peut-être aussi la nature de la guerre qui change, devenant une guerre protéiforme ne répondant plus aux règles établies sur le modèle des traités de Westphalie de 1648 et dans le cadre desquels les traités de limitation des armements ou de désarmement s'inscrivent. Règles qui, faut-il le noter, sont loin d'avoir été respectées unanimement et à toutes les époques depuis le XVII^e siècle, selon le type de conflit et l'adversaire auquel on s'est opposé. Reste une dernière question à laquelle seule les événements permettront de répondre, le contournement de la force brute conduira-t-elle à une *débrutalisation* de la guerre ? On peut en douter. Car ce contournement s'il n'atteint pas son objet sera suivi, pour la majorité des acteurs, par un retour à l'emploi de la violence et la force dans leur sens le plus strict comme l'expression la plus ferme de la volonté de s'imposer, coûte que coûte, à l'adversaire. N'est-ce pas là la nature elle-même de la guerre selon le principe clausewitzien de la montée aux extrêmes ?

Patrick Bouhet* SR195



Le contournement de la force brute par d'autres moyens pourrait-il rendre la guerre moins brutale ? On peut en douter devant la ferme volonté de certains d'acteurs de s'imposer coûte que coûte.

© Pixabay